

Le Brakna



La Mauritanie fait partie du groupe des pays les plus pauvres avec un indice de développement humain plaçant le pays à la 153^{ème} position (PNUD [2006]). A l'échelle nationale, 46% de la population a des revenus inférieurs à 1 US\$ par jour (Enquête Permanente des Conditions de Vie - ONS [2002]). Ce taux est encore plus élevé en milieu rural¹ et pour les femmes (Stratégie de Développement du Secteur Rural à l'horizon 2015 - MDRE [2001]).

La Mauritanie est un pays désertique dont seulement 0.5% des terres sont cultivables. Cela représente environ 500.000 hectares (FAO [déc. 2004]), parmi lesquels seulement 41.53% (FAO [2003]) sont exploités. La production agricole, en année normale, bien qu'occupant près de la moitié de la population, ne couvre guère plus de 30% des besoins alimentaires du Pays (FAO [déc. 2004]) et ne représente que 6% du PIB.

La zone du projet se situe au niveau de la **région du Brakna**, où l'incidence de la pauvreté est de 56.5%, qui regroupe – sur une superficie de 33.000 km² – une population de 228.553 habitants répartie en cinq départements (moughataa). Le projet cible trois des cinq départements de la région, avec un total de 129.021 habitants, se situant au bord du fleuve Sénégal.

Suite aux événements tragiques de 1989, de nombreux habitants de cette région ont été expulsés au Sénégal. La normalisation politique et démocratique que vit actuellement la Mauritanie laisse présager un retour proche des déportés, et par conséquent, une forte augmentation démographique dans la région et l'accroissement des besoins en termes sociaux, alimentaires et sanitaires.

Les études de l'Office National des Statistiques (ONS), ainsi qu'une enquête menée en mai 2005 par Caritas Mauritanie dans 23 villages de la zone d'intervention, révèlent les principales contraintes de la zone :

La faible pluviométrie (en moyenne, 250 mm/an dans la vallée du Fleuve Sénégal), l'insuffisance des canaux d'irrigation et des points d'eau tant pour les cultures et le bétail que pour la consommation humaine (de nombreux villageois buvant l'eau du fleuve) concourent à amplifier les difficultés d'**accessibilité des villageois à l'eau**.

Le fort taux d'**analphabétisme** (54% des adultes de la zone selon l'ONS) et la faiblesse des **structures de formation professionnelles techniques** freinent le développement durable de la zone.

Des infrastructures sanitaires insuffisantes caractérisées par : la faiblesse de la qualité des services, le nombre réduit de types de soins offerts par la majorité des services de santé, le manque de personnel qualifié, la vétusté de nombreux équipements, la disponibilité insuffisante des médicaments essentiels, le manque de motivation du personnel...

L'économie de la région, essentiellement agropastorale (80% des actifs sont des agriculteurs et 11% des éleveurs tandis que la pêche occupe moins de 2% de ceux-ci²) est directement dépendante des



¹ Alors que la population rurale est devenue minoritaire en nombre, on constate que huit pauvres sur dix vivent en zones rurales et que la contribution de ces dernières à l'extrême pauvreté est encore plus élevée (Stratégie de Développement du Secteur Rural à l'horizon 2015 - MDRE [2001]).

² Le reste des revenus provient de petites Activités Génératrices de Revenus, peu diversifiées et mal intégrées au marché, et des envois de fonds de la diaspora.

aléas climatiques et de la pression des prédateurs destructeurs. **L'autoconsommation est la principale finalité de l'agriculture, tant traditionnelle qu'irriguée, mais la production ne couvre que 4 à 5 mois des besoins des ménages.** Si le long du fleuve des périmètres et jardins irrigués ont été aménagés pour la culture du riz et des produits maraîchers, ces périmètres/jardins constituent un potentiel largement sous-exploité du fait d'un manque d'accès à l'eau, de la formation technique insuffisante des exploitants (choix des semences, respect du calendrier cultural, manque de rotation des cultures, protection des cultures) et d'une certaine inorganisation des coopératives (manque de règlement intérieur, faiblesse de l'accès au crédit bancaire et endettement excessif auprès des usuriers, manque de concertation entre producteurs). **La rentabilité de l'élevage est faible** du fait de la forte incidence des maladies parasitaires et de l'accès aux médicaments adaptés, ainsi que du manque pâturage et d'hydraulique pastorale. Quant à **la pêche, c'est une activité artisanale, individuelle et peu développée** (manque de matériel, etc.). De plus, les pratiques actuelles de pêche mettent en danger les ressources halieutiques (non respect du calendrier de pêche, filets inappropriés) risquant ainsi de compliquer d'autant plus la sécurité alimentaire de la région.

La filière mauritanienne de production de semences certifiées est structurée en Groupements d'Intérêt Economique et encadrée sur le plan législatif et technique par différents services de l'Etat. Cependant alors que les besoins en semences certifiées sont estimés à 2000T par an, 300T seulement ont pu être vendues en 2006. Les raisons sont multiples : maîtrise insuffisante des moyens technologiques par les petits producteurs multiplicateurs, concurrence d'autres semences, communication insuffisante sur l'intérêt d'utiliser des semences certifiées. Pour des raisons similaires, la filière ne produit actuellement que des semences de riz alors qu'elle est techniquement capable de produire des semences certifiées pour d'autres cultures.

Le manque d'infrastructures et d'équipements permettant le stockage, la transformation, la conservation et la commercialisation de la production agropastorale limite considérablement les bénéfices - tant en terme de revenus qu'en terme de disponibilité alimentaire - qui pourraient être tirés d'une augmentation sensible de la productivité agricole, pastorale et de la pêche dans la région. Enfin, l'enclavement des villages de la zone fluviale entre Boghé et Dar El Barka pendant l'hivernage (juillet à septembre) est un frein au développement des échanges commerciaux et limite l'accès des villageois aux produits de première nécessité.

L'ensemble de ces points obère considérablement la sécurité alimentaire et en période de soudure (mars à octobre) la population réduit le nombre de ses repas (1 repas par jour, parfois moins), ce qui entraîne des cas de sous-alimentation et le recours aux dons d'aide alimentaire.



La Désertification se poursuit. Les dunes de sable progressent en direction du Fleuve³, réduisant chaque année un peu plus les surfaces disponibles pour l'agriculture. Le rôle de l'homme dans cette désertification est bien connu (surpâturage, surexploitation du manteau forestier, etc.) et estimé par les scientifiques à 80% des causes de cette dernière. Ainsi, malgré des réglementations strictes, le charbon de bois reste le combustible le plus utilisé par les ménages

Enfin, la pauvreté de la région provoque un **exode rural** en poussant les hommes en âge de travailler vers les grandes

ville (principalement Nouakchott) où ils se concentrent dans les bidonvilles (kébbes) des quartiers périphériques de la capitale. Le dépeuplement des campagnes s'accompagne d'une importante féminisation de la région (ratio femmes/hommes=0.65 pour la tranche d'âge 15-45 ans), les femmes devenant alors chefs de ménage.

³ Durant les 30 dernières années, 150.000 km² se sont transformés en zone désertique du fait du glissement de l'isohyète 100 mm vers le Sud (baisse de la pluviométrie)